

mercredi 26 octobre 2022

≡ MENU



AOC

Se déconnecter

INTERNATIONAL

Cent ans après la Marche sur Rome : fascisme, du passé au présent et retour

Par **Stéfanie Prezioso**

HISTORIENNE

Le 27 octobre 1922 débutait la Marche sur Rome, qui allait consacrer

l'arrivée au pouvoir de Benito Mussolini. Cent ans plus tard, avec la

formation du gouvernement de Giorgia Meloni, le « retour » du fascisme n'a

jamais semblé aussi proche en Italie. Comment en est-on arrivé là ?

favoris ☆ agrandir AA partager 📄

AOC

Analyse

mercredi

26.10.22

Cent ans après la Marche sur Rome : fascisme, du passé au présent et retour

Par [Stéfanie Prezioso](#)

L

e 27 octobre 1922 commençait la Marche sur Rome, aboutissement de

deux ans de violence fasciste contre ses adversaires politiques et de pénétration

progressive dans les rouages de l'État. Elle allait consacrer l'arrivée au pouvoir de

Benito Mussolini. Durant les vingt ans qui vont suivre, elle sera célébrée tous les 28

octobre, jour où officiellement la marche a eu lieu, en en faisant l'événement de «

fondation » du nouveau régime, élément clé de la « révolution nationale » que

Mussolini disait avoir engagée dès la fondation des faisceaux de combats en mars

1919.



publicité

Cent ans plus tard, le « retour » du fascisme n'a jamais semblé aussi proche en Italie.

Ignazio La Russa, membre historique du Mouvement social italien, l'un des

fondateurs en 2012 de Fratelli d'Italia, est aujourd'hui président du Sénat, grâce à 17

voix provenant des rangs de l'opposition parmi lesquelles sans doute celle de

l'ancien président du conseil Matteo Renzi^[1]. Fier collectionneur de bustes de

Mussolini, La Russa déclarait encore début septembre 2022 : « Nous sommes tous

les héritiers du Duce. » Lorenzo Fontana, « nouveau porte-drapeau du

fondamentalisme chrétien », homophobe et raciste, soutien d'Aube dorée, est quant

à lui président de la Chambre des députés.

La formation du gouvernement de Giorgia Meloni, la première femme appelée à ce

poste comme le souligne à l'envi la presse nationale et internationale, ne cesse

d'ailleurs de confirmer les pronostics les plus sombres. Les noms des ministères tout

d'abord frappent l'attention des observateurs avertis : Développement économique et

made in Italy ; Instruction et *mérite* ; Famille, *natalité* et parité des chances ;

Agriculture et *souveraineté alimentaire*. Dans la palette de celles et ceux choisis pour

composer le nouvel exécutif, notons la présence de Francesco Lollobrigida, beau-

frère de Giorgia Meloni, qui inaugurerait en 2012 un mausolée à Rodolfo Graziani, le

« boucher du Fezzan », général de la République de Salò.

L'idée de l'Italie que le nouvel exécutif entend promouvoir, un gouvernement

présenté par Meloni comme « pleinement représentatif de la volonté populaire », a

clairement été exprimé le 26 octobre, lors du discours d'investiture du président du

Conseil (Meloni a choisi d'utiliser le titre au masculin). Le passage obligé sur son

rapport au fascisme, (« Je n'ai jamais éprouvé de sympathie ou proximité pour les

régimes antidémocratiques, pour aucun de ces régimes, y compris le fascisme ») –

oubliant au passage ses déclarations passées en la matière, son refus de retirer la

flamme tricolore du logo de son parti et plus généralement le sens même de sa

militance dans les rangs néofascistes qu'elle revendique encore fièrement

aujourd'hui – et sur les lois raciales de 1938 définies comme « le point le plus bas de

l'histoire de l'Italie », a fait la paire avec un discours identitaire se rattachant

ouvertement à l'histoire des néofascistes d'après-guerre (« Je viens d'une histoire

reléguée aux marges de la République ») et s'en prenant à l'antifascisme, au nom

duquel des « jeunes innocents étaient tués à coup de clé anglaise ». Un discours aux

relents fémonationalistes qui en appelle aux « valeurs » de la « civilisation

occidentale » et aux racines judéo-chrétiennes comme fondement de sa politique

identitaire.

Le postfascisme, compris dans le sens de la continuité du fascisme dans sa

transformation, est aujourd'hui au pouvoir en Italie... comme si de rien n'était.

Anomalie ? Sans doute, au regard des millions de pages que l'historiographie

italienne a consacrées au fascisme et aux débats que cette production pléthorique a

provoqués. Et pourtant... comme l'écrit Francesco Filippi dans un petit livre

efficace, intitulé *Mais pourquoi sommes-nous encore fasciste ?*, « les “rumeurs” sur le

fascisme et son histoire perdurent » non seulement dans la frange très minoritaire de

ceux qui continuent à commémorer le bras levé le 28 octobre, mais plus

généralement dans la société italienne dans son ensemble^[2]. Giorgia Meloni a fait

référence dans son discours d'investiture à la « pacification nationale que la droite

démocratique a toujours désiré » : « La communauté politique dont je suis issue, a-t-

elle poursuivi, a toujours pris des mesures en vue d'une historicisation complète et

consciente du XXe siècle. » Il est peut-être temps de se pencher alors sur la manière

dont la société italienne a traité de son passé afin de saisir l'apparente anomalie

d'une victoire du postfascisme et de sa narration.

Un passé qui ne veut pas passer

Le 30 décembre 2017, alors que la campagne électorale pour les élections nationales

de mars 2018 bat son plein, le quotidien *Il Tempo* publie en Une la photo de Benito

Mussolini et titre : « C'est l'éternel Mussolini, l'homme de l'année ». L'article est

signé Marcello Veneziani, plume acérée de la droite italienne et auteur d'un petit

livre sur la culture de la droite, réédité récemment^[3] : « Certes, écrit-il, il était

difficile de trouver dans l'année 2017 qui se termine, le personnage italien de l'année.

[...] [Sergio] Mattarella est seulement le nom que nous avons donné à une chaise

vide, c'est l'espace réservé d'un fauteuil vide. [...] Nous attendons maintenant le

message de fin d'année de Mussolini [...]. Un duce mort depuis plus de soixante-dix

ans déborde plus de vitalité que le président en charge. »^[4] Marcello Veneziani y

présente Benito Mussolini comme l'élément unificateur du pays face à l'antifascisme

proclamé d'une classe politique italienne « sans foi ni loi ».

Quelques semaines auparavant, Maurizio Sguanci, élu dans les rangs du Parti

démocrate de Florence, affirmait dans un post sur Facebook : « Personne en Italie

n'a fait en 20 ans plus que Mussolini. » On pourrait multiplier les exemples ; comme

celui de Pier Luigi Biondi, membre de Forza Italia et maire de la ville de l'Aquila,

celle-là même qui a été dévastée par un tremblement de terre en 2009, chattant dans

un groupe Facebook aux couleurs du drapeau de la République de Salò ; ou celui du

Conseiller municipal de Gênes, Sergio Antonino Gambino, qui, fin avril 2018,

commémore les morts de la République de Salò avec le soutien passif de Marco

Bucci, maire de la ville depuis juin 2017 ; ou celui du conseil municipal de la ville de

Todi, où siège un membre de Casapound, un mouvement se définissant comme le

fascisme du troisième millénaire, qui décide de ne pas soutenir les célébrations du 25

avril (jour de l'insurrection de Milan en 1945 et depuis date anniversaire de la

libération de l'Italie), prétextant qu'elles seraient « trop politiques » ; ou celui des

deux écoles qui ont fusionné à Noicattoro (Bari) en accolant leurs deux noms,

donnant naissance à l'établissement scolaire A. Gramsci-N. Pende ; une décision «

insensée » qui accoste le nom du militant communiste emprisonné par Mussolini et

symbole de la lutte antifasciste qu'est Antonio Gramsci et celui de Nicola Pende loué

par le régime fasciste, médecin eugéniste, fasciste de la première heure et théoricien

de « la race »^[5].

Un sondage de février 2018 annonçait qu'un tiers des électeurs du « centre droit »

avait un jugement « positif voir très positif sur Mussolini » (38 % des sondés de la

Lega ; 32 % de ceux de Forza Italia et 24 % de ceux du M5S)[6]. Une tendance à long

terme pour la droite, en baisse néanmoins si l'on considère que, selon deux sondages

de 1996 et 2001, les jugements positifs sur le régime auraient été partagés par 48 %

des sondés de droite[7]. Mais, peut-être plus intéressant encore, était le taux, en

augmentation, de ceux qui ne savaient pas, ne répondaient pas à la question ou ne

connaissaient pas Mussolini : proportionnellement plus élevé pour les sondés de

Forza Italia (30 %) ou de la Lega (27 %) que pour ceux de Fratelli d'Italia (15%) ou

du M5S (11 %). Bien sûr, on pourrait faire valoir que plus de 70 ans ont passé, qu'il

ne subsiste plus de témoins ou presque, ou que le saut générationnel a accentué ce

que l'historien Alberto de Bernardi avait appelé en son temps la « fragilité de

l'enracinement social » de l'antifascisme et sa « difficulté grandissante » à constituer

et à alimenter une « mémoire partagée » du passé, après la fin de la guerre froide[8].

Mais l'indifférence face à l'histoire du fascisme, précisément dans le pays qui l'a vu

naître, n'est-elle pas plutôt le signe le plus palpable de ce que l'historien Angelo

d'Orsi a appelé « l'ignorance », lui attribuant deux « significations différentes » :

« Une signification “faible”, élémentaire : ne pas avoir de connaissance sur le passé ;

une ignorance basique par rapport aux faits du passé proche ou lointain. Et une

signification “forte”, c’est-à-dire savoir et ne pas en tenir compte [...]. » [9] ?

Il se référerait alors à la décision du Conseil municipal de la ville de Rome qui, sur

proposition du regroupement Fratelli d’Italia le 14 juin 2018, avait choisi de dédier

une rue de la capitale à Giorgio Almirante; un fasciste enthousiaste, rédacteur dans

les années 1930 de la revue antisémite *La Difesa della razza*, passé, dès 1943, dans

les rangs de la République de Salò, et fondateur après-guerre du Mouvement social

italien (MSI). La décision avait été annoncée triomphalement par le groupe Fratelli

d'Italia : « Victoire historique de la droite italienne et romaine » exultait entre autres

Rachele Mussolini, petite fille de Benito ; d'autant plus historique que même la

mairie de Gianni Alemanno (membre de Alleanza nazionale) n'avait pu atteindre cet

objectif au début des années 2000. Le vote du 14 juin a finalement été bloqué par la

mairie du M5S Virginia Raggi, non sans l'avoir soutenue publiquement dans un

premier temps[10] : « Les leçons du dernier vaudeville du M5S, écrivait à ce propos

Angelo d'Orsi, peuvent être résumées ainsi : l'ignorance de l'histoire génère des

monstres[11]. »

**Le souvenir s'estompe, les faussaires repeignent
l'histoire[12]**

Cette « ignorance », au sens fort, teintée d'indifférence est l'indication du poids pris

par la grammaire politique des droites italiennes au cours de ces trente dernières

années^[13]. Comment ne pas prendre la mesure de la victoire, le temps d'une

génération, de la grande révision culturelle menée par la « droite plurielle » ? Dès

son arrivée au pouvoir, au début des années 1990, elle place en effet en bonne

position de son agenda la destruction systématique de l'antifascisme comme référent

politique et culturel. Un « groupe bigarré de politiciens arrogants et d'intellectuels

qui ont renoncé à leur devoir », comme l'écrivait l'historien Gabriele Turi, ont

imposé leur lecture de l'histoire de l'Italie contemporaine ; une lecture qui voit dans

un « communisme camouflé d'antifascisme » le seul vrai danger qui aurait menacé,

et pour certains pourrait menacer encore la société italienne ; qui a fait de

l'anticommunisme et de son « corollaire » l'anti-antifascisme, son « paradigme

historique ». Une opération facilitée par l'éloignement des faits, qui a inévitablement

produit la révision des canons avec lesquels ils avaient été analysés jusque-là ; par la

mort de ses acteurs les plus importants, dont certains en ont été les historiens ; par

l'arrivée sur la scène politique d'une génération dont les parents n'avaient pas vécu le

fascisme[14].

Cette relecture du passé n'est cependant pas simple révision, « moment

indispensable de la recherche historique », mais révisionnisme^[15]. Car elle se fonde

sur une orientation « historico-morale » visant le plus souvent à condamner les

interprétations précédentes en fonction d'une « bataille politique »^[16]. Certes, dès

1989, année symbolique s'il en est (chute du mur de Berlin et bicentenaire de la

Révolution française), toutes les sociétés européennes ont été touchées à des degrés

divers par une vague révisionniste qui plaçait les phénomènes révolutionnaires sur le

banc des accusés^[17]. Mais, en Italie, le révisionnisme se potentialise par la

décomposition du champ politique issu de l'après-guerre ; par la disparition de cette

« République née de la résistance », rendant encore plus palpable l'indistinction

dans laquelle vont être plongées les valeurs et utopies attachées à l'expérience des

lutttes antifascistes.

Renzo De Felice est incontestablement la figure de proue de l'historiographie

révisionniste italienne, à l'instar d'Ernst Nolte en Allemagne. Ce révisionnisme

repose sur l'idée que « l'histoire du fascisme a été en quelque sorte prise en otage

par la culture de la gauche italienne, hégémonisée par le PC ». Il se donne pour

mission de délégitimer la production historiographique des historiens ayant une

formation ou des sympathies communistes et de « condamner » ce qu'il nomme le

« fétiche de l'antifascisme »^[18]. Dans la préface du quatrième volume de la

biographie de Mussolini, De Felice critique sévèrement cette « historiographie

essentiellement idéologique (et souvent ouvertement et agressivement politique)

^[19] », tout en mettant l'accent sur les défauts des partis antifascistes, qu'il considère

comme une simple réédition du Parti national fasciste : minoritaires au sein de la

société italienne, ils se seraient imposés au pays malgré leur absence de base

populaire.

L'interprétation révisionniste s'attaque à la Résistance, critiquant en particulier le

soutien apporté par les antifascistes non communistes au Parti communiste, qui

aurait donné à ce dernier les lettres de noblesse démocratiques dont il avait besoin.

Ainsi l'historien Renzo de Felice, dans le livre interview *Rosso e Nero*, véritable «

manifeste programmatique du révisionnisme italien », écrivait-il : « Ni les fascistes,

ni les antifascistes, ni les communistes, ni les anticomunistes ne sont légitimes

pour expliquer aux gens ce qui s'est passé et combien c'est important pour l'histoire

de l'Italie aujourd'hui. Et du reste les gens n'ont plus confiance en eux, ils les

considèrent comme des vendeurs de mythes auxquels ils ne croient plus et auxquels

ils attribuent pour bonne part la situation dans laquelle se trouve l'Italie

aujourd'hui[20]. » Au nom d'une histoire « désidéologisée », « dépassionnée »,

« sereine » et surtout « désintéressée », la lecture révisionniste du passé et en

particulier du fascisme, de l'antifascisme et de la Résistance s'est installée comme

une évidence longtemps ignorée.

Cette relecture a eu d'autant moins de peine à s'imposer qu'elle s'inscrivait dans une

longue tradition qui, depuis les écrits autobiographiques des hiérarques fascistes

parus au sortir de la seconde guerre mondiale, tendait à dépeindre le fascisme sous

des traits rassurants : un régime « hors du cône d'ombre de la Shoah », au mieux un

« moindre mal », au pire en rien comparable au national-socialisme allemand^[21];

qui avait commis l'« erreur irréparable » de s'allier à Hitler et d'entrer en guerre,

mais dont le « peuple honnête et travailleur, physiologiquement et inconsciemment

fasciste parce que c'était normal que ce soit ainsi », était somme toute composé de

« braves gens » (*Italiani brava gente*)[22]. Une opinion commune diffuse dans la

petite et moyenne bourgeoisie, bien rendue par la figure de Gennaro Jovine,

personnage de la pièce de théâtre du napolitain Eduardo de Filippo, qui n'aspire qu'à

vivre tranquille et qui attend que la « nuit passe » (« *adda passà 'a nuttata* »)[23].

En ce sens, les moyens de communication (presse grand public comme *Gente* et

Oggi) et surtout la télévision, extraordinaire véhicule « d'identité » et « de

mémoire », ont joué un rôle cardinal dans le processus d'autoabsolution collective.

Répercutant la « vulgate réhabilitatrice » du « brave homme » (*buon uomo*)

Mussolini, la télévision italienne est devenue le vecteur d'une « mémoire

indulgente » du régime, offrant la vision rassurante d'un fascisme présenté comme

« nécessaire » à la « rédemption de l'identité nationale » et à la subséquente lutte

contre le « communisme »[\[24\]](#). Cette « idéologie italienne » s'est répandue avec

d'autant moins de peine qu'elle avait été intégrée, pour partie, par les gouvernements

démocrates-chrétiens et reçue avec complaisance hors des frontières de la Péninsule

comme on peut encore en voir la trace aujourd'hui[\[25\]](#).

Cette tendance autoabsolutrice des médias italiens s'est néanmoins accentuée au cours des années 1980, alors que commence à se diffuser l'image d'un fascisme « au visage humain » et d'un antifascisme « aveugle » aux autres ennemis de la démocratie, ne pouvant en aucun cas incarner ce qui devait être une « authentique démocratie républicaine »[\[26\]](#). En 1987, le biographe de Mussolini, Renzo de Felice, insistera dans deux interviews menées par Giuliano Ferrara, bientôt fidèle appui de

Silvio Berlusconi, sur la nécessité du révisionnisme historiographique dans une

période d' « innovation politique », en appelant à poser les bases de la deuxième

République italienne^[27]. Le bagage culturel et politique et les traditions de lutte du

mouvement ouvrier italien sont alors considérés comme des freins à ces projets de

transformations « innovants ». Le socialiste Bettino Craxi, président du Conseil au

milieu des années 1980, est le « protagoniste de ce nouvel “air du temps” », auquel

fait clairement référence De Felice[28]. Comme le souligne à juste titre l'historien

Giovanni de Luna : « Il s'agissait d'expurger [...] toutes ces valeurs qui avaient pour

référence les identités fortes du 20^e siècle pour modeler la nouvelle Italie sur cette

féroce envie de vivre et sur l'instinct de survie qui a toujours marqué le

conformisme, les pulsions autoritaires, les dérives majoritaires des classes

moyennes[29]. » La délégitimation de l'antifascisme va également servir à saper les

bases de la Constitution, issue de la Résistance, dans la perspective déclarée de

fonder une nouvelle république, présidentiale, débarrassée des utopies de l'après-

guerre[30].

Les médias italiens ont non seulement accompagné cette transformation, mais l'ont

en quelque sorte dirigée, répondant à l'appel de la nouveauté contre ce qui

apparaissait comme une forme de conservatisme d'autant plus incompréhensible que

le fascisme avait disparu. Lorsqu'en 1995, Gianfranco Fini modernise le MSI pour en

faire une formation politique plus présentable, il ne se lasse pas de répéter cette idée

- le programme du nouveau mouvement s'intitule d'ailleurs « Pensons l'Italie,

l'avenir est aujourd'hui » [*Pensiamo l'Italia, il domani c'è già*]. Fini a appelé à une

« réconciliation nationale » qui irait au-delà du fascisme et de l'antifascisme. Le biais

implicite de cette position, comme l'avait déjà souligné Norberto Bobbio, est qu'elle

mettait *de facto* le fascisme et l'antifascisme sur un pied d'égalité – un effacement des

différences qui prend la forme d'une « réconciliation rétroactive »...

Une mare indistincte

Renzo de Felice meurt en 1996. Entretemps, le révisionnisme atteint son « stade

suprême », se muant en *inversisme* (inversion radicale des valeurs)[31]. Cette

« nouvelle historiographie à succès » s'est particulièrement illustrée dans la relecture

de la Résistance. Que l'on pense à l'extraordinaire diffusion des livres sur les

« mensonges » de la Résistance, sa guerre « sale » et ses « crimes » de Giampaolo

Pansa, qui se déclarait fièrement révisionniste^[32]. Ni meilleurs ni pires que les

autres, fascistes et antifascistes, résistants et combattants de la République de Salò

sont représentés dans cette historiographie comme tous également coupables et

donc comme tous également innocents ; un topos repris par Giorgia Meloni dans

son discours d'investiture. L'objectif que De Felice a fixé à l'historiographie

italienne dans son dernier livre n'était-il pas d'établir « un cadre général qui place la

Résistance et la République de Salò dans une histoire unifiée de l'Italie », évitant

ainsi les implications de l'engagement spécifique dans l'un des camps opposés en

termes d'imaginaire sociopolitique, d'éthique, de vision du monde et d'objectifs ?

À cette offensive historiographique s'ajoutent les répertoires d'action politique

mobilisés par la droite pour effacer de la mémoire et de l'histoire « les méfaits et

l'infamie du fascisme^[33] ». Bien sûr, on se souvient des déclarations de Silvio

Berlusconi qui, tout en insistant sur le fait que Mussolini était un « grand homme

d'État » qui n'avait jamais tué personne et envoyait les antifascistes en vacances,

dénonçait la « guerre civile permanente » menée par les communistes dans la

péninsule ; expression reprise le 26 octobre par Giorgia Meloni[34]. Plus

importantes, les attaques aux programmes scolaires. En 2000, le gouvernement

régional du Latium, dirigé par Francesco Storace (Alleanza nazionale), désigne une

commission d'experts pour censurer les manuels scolaires « factieux[35] ».

En 2002, c'est sur le plan national qu'un même agenda politique cible « la vision

idéologique qui a souvent altéré des faits historiques irréfutables à des fins

politiques », au nom d'une lecture « non idéologique » de l'histoire[36]. La même

année, l'écrivain et homme politique de Forza Italia, Gianni Baget Bozzo annonce

son intention d'abolir la fête du 25 avril comme fête nationale, alors qu'au sein du

Conseil régional de Ligurie Alleanza nazionale propose, sous couvert de

rationalisation, d'annuler les financements publics aux Instituts d'histoire de la

Résistance dispersés au nord de la Péninsule, afin de créer un seul Institut régional

d'histoire contemporaine.

« Sur le plan plus proprement historiographique, réagit alors l'historien Antonio

Gibelli, la discussion est ouverte et continuera. Mais miner les instituts d'histoire de

la Résistance signifie, encore une fois, chercher à effacer ou à confondre la mémoire

du passé : cette mémoire qui [...] n'est pas garantie par les historiens qui eux doivent

continuer à travailler et à débattre librement, mais par la Constitution. Cela répond à

la même tentation [...] des héritiers du Mouvement social italien et des censeurs de la

majorité gouvernementale, de faire table rase de la césure nette qui a été consacrée

par le 25 avril : d'un côté, l'idée d'une société plus libre et plus juste, de l'autre les

raisons de l'asservissement et des hiérarchies raciales. C'est précisément grâce à

cette césure nette que nous pouvons encore discuter^[37]. »

En 2008, Marcello dell'Utri annonçait dans un spot Youtube tonitruant que « les

livres d'histoire sont encore aujourd'hui trop conditionnés à la rhétorique de la

Résistance, ils seront révisés, si nous devons remporter les élections. C'est un thèse

dont nous nous occuperons avec une attention particulière[38]. » Une année plus

tard, le même affirmait : « Mussolini, homme extraordinaire et de grande culture, a

perdu la guerre parce qu'il était trop bon : Il n'était pas du tout un dictateur comme

Staline[39]. »

En avril 2011, la ministre de l'Instruction publique, Mariastella Gelmini, annonce

dans le quotidien *La Stampa* la mise au rencart de l'école « laxiste tout droit issue

des années 1968 ». Au cours du même mois, Silvio Berlusconi, alors encore

président du Conseil, attaque les enseignants et l'école publique : « Silvio

Berlusconi, dans un message envoyé à la réunion de l'Association nationale des

mères, a souligné que les parents peuvent aujourd'hui choisir librement "l'éducation

qu'ils veulent donner à leurs enfants, écrit le quotidien *Il Secolo XIX*, et les

soustraire à ces enseignants de gauche qui, dans les écoles publiques, inculquent aux

élèves des valeurs différentes de ceux des familles"[...]. » Le journal faisait ensuite

référence à la « croisade » contre les « livres communistes » menée par le

gouvernement, en partant d'une proposition de loi de la députée berlusconienne

Gabriella Carlucci demandant la mise en place d'une Commission parlementaire

d'enquête sur « l'impartialité des manuels scolaires^[40] ». À peine un mois

auparavant, cinq sénateurs de droite avaient proposé, au nom de la « liberté

d'opinion », d'abroger la XII^e disposition de la Constitution italienne, interdisant la

reconstitution, sous quelque forme que ce soit, du parti fasciste.

Cet inversisme n'aurait pas pu imposer sa marque dans l'opinion commune diffuse

sur le *ventennio* s'il n'avait fait aussi des émules à gauche. Celle-ci s'est ainsi montrée

perméable à une relecture du passé, en particulier de la période de la Résistance et

de l'antifascisme, en appelant à créer une « mémoire partagée », au fondement de la

légitimité de l'alternance gouvernementale des deux pôles politiques qui se

disputent le pouvoir entre 1994 et 2018.

Moment phare de ce ralliement, le discours de Luciano Violante le 10 mai 1996 à la

Chambre des Députés. Élu de gauche après la victoire électorale du rassemblement

dit de L'Olivier [Ulivo] mené par l'ancien démocrate-chrétien Romano Prodi, il

devenait alors Président de la Chambre : « Le Parlement est le gardien de la mémoire

et de l'histoire des nations. Notre mémoire et notre histoire sont le fait d'un

processus fatigant et continu de conquête d'indépendance et d'unité [...]. Je me

demande, chers collègues, je me demande humblement comment cette partie de

l'Italie qui [...] veut préserver et potentialiser dans ses aspects universels les valeurs

liées à la lutte contre la tyrannie et à l'émancipation des peuples, non comme une

propriété exclusive de sa culture civique ou politique, je me demande qu'est-ce que

cette Italie doit faire afin que la lutte de libération du nazi-fascisme devienne

vraiment une valeur nationale et générale. Je me demande si l'Italie d'aujourd'hui –

et donc nous tous – ne devrait pas commencer à réfléchir sur les vaincus d’hier ; non

parce qu’ils auraient eu raison, ou parce qu’il faudrait épouser par convenance pour

des raisons peu lisibles, une espèce d’inacceptable pacification entre les parties en

présence, mais parce qu’il faut s’efforcer de comprendre, sans révisionnisme

falsificateur, les raisons pour lesquelles des milliers de jeunes hommes et surtout de

jeunes femmes, alors que tout était perdu ont décidé de se rallier à la République de

Salò et non de se ranger du côté des droits et de la liberté (*Applaudissements*). Cet

effort, après un demi-siècle, nous aiderait à saisir la complexité de notre pays, à

construire la libération comme une valeur de tous les Italiens, à déterminer les

frontières d'un système politique dans lequel on se reconnaît du simple fait, mais

néanmoins fondamental, d'y vivre, de se battre pour son futur, de l'aimer, de le

vouloir prospère et serein[41]. »

Un discours ambigu, liant compréhension pour les « enfants de Salò » et nécessité de

fonder une narration « nationale » de l'histoire de la Résistance italienne, mais un

discours en phase avec la mue du Parti communiste en Partito democratico della

sinistra (PDS – Parti démocrate de la Gauche) lors de son 20^e Congrès en 1991[42].

Le PCI devenu PDS se détache alors résolument de cette idée bien simple, rappelée

par l'intellectuelle marxiste Rossana Rossanda, d'une « gauche pensée en termes

d'égalité » et d'émancipation, pour rejoindre le parti de gouvernement social-

démocrate, puis démocrate tout court rêvé alors par son secrétaire Achille

Occhetto^[43] : « Nous sommes désormais autre chose, écrira ce dernier en 1991, et

dorénavant nous ne répondrons que des mérites et des erreurs du PDS. J'espère

qu'aujourd'hui c'est clair pour tout le monde que le choix emblématique du mur de

Berlin n'a pas été le fait d'une improvisation, mais la grande métaphore de la fin

d'une époque à l'Est, mais aussi à l'Ouest [...]. Sans une vision claire du moment

historique, ce tournant aurait été impossible. Avec cette efficace compréhension de

la nouvelle époque qui s'ouvrait devant nous, nous avons conquis sur le terrain, le

droit de dire, maintenant ça suffit. Allons de l'avant^[44]. »

Quelques mois avant le discours de Luciano Violante, Francesco Rutelli, maire de

« gauche » de la ville de Rome décide d'apporter sa pierre à l'édifice de la

« réconciliation nationale » en voulant intituler une rue Giuseppe Bottai (ministre

fasciste de l'Éducation qui avait mené la persécution des juifs dans les écoles et les

universités dès août 1938).

Bertrand Méheust décrivait notre époque comme une « apocalypse douce », dans

laquelle l'invocation incantatoire du passé, et notamment de la « violence

meurtrière » du nazisme et du fascisme, « dispens[ait] notre société de l'examen de

conscience radical auquel elle serait bien inspirée de procéder au plus vite »[45].

Rappelant l'ouvrage désormais classique de Jean-Marie Domenach, Méheust

défendait la nostalgie d'une époque où la solidarité, la résistance, la lutte et surtout

l'espoir étaient l'expérience et l'horizon d'attente de tous ceux qui luttèrent pour un

monde radicalement différent[46]. Or, la « mer d'espoir » que représentait la guerre

de résistance s'est progressivement – mais non moins brutalement pour autant –

muée en une mare indistincte. Aujourd'hui, le révisionnisme semble avoir remporté

la partie, si ce n'est dans l'historiographie du moins dans l'opinion commune diffuse.

Peut-être alors, pour résister à l'irrésistible, faut-il remettre le travail sur l'établi et

(re)commencer « par le milieu ».

Stéfanie Prezioso

HISTORIENNE, PROFESSEURE À L'UNIVERSITÉ DE LAUSANNE

Partager : copier le lien [🔗](#) sur Twitter [🐦](#) sur Facebook [f](#) sur LinkedIn [in](#) par Mail [✉](#)

RAYONNAGES

International

Europe

Italie

à lire aussi dans l'édition du mercredi 26 octobre 2022

Critique

Cartographie affinitaire – sur l'exposition « Amitiés, créativité collective »

Par Jean-Marie Durand

En saluant les vertus créatrices des liens amicaux qui unissent entre eux certains artistes dans l'histoire de l'art, depuis le début du XXe siècle jusqu'à nos jours, « Amitiés, créativité collective »,... [lire plus](#)

Opinion

Gouvernement et administration : l'urgence d'une nouvelle relation

Par Agathe Cagé

Au lieu de s'appuyer sur la confiance que placent encore les citoyens français dans les services publics et l'administration, de plus en plus les gouvernants prennent le risque d'affaiblir les acteurs de la... [lire plus](#)

AOC

**Pour rester informé•e
inscrivez-vous à la newsletter**

[FAQ](#) [Qui sommes-nous](#) [CGV](#) [Gestion des cookies](#) [Mentions légales](#)